

[Text]

Mr. John Nowland, Special Advisor, Resources, Research Branch, Department of Agriculture: The Minudie Pasture in New Brunswick and Nova Scotia is under the authority of the provinces and it is the biggest community pasture. There are other smaller ones around the head of the Bay of Fundy under provincial jurisdiction.

Hon. Mr. Whelan: Did the province receive any aid from the federal government to purchase that land?

Mr. Nowland: I think they pre-dated the agreements because the federal government originally built the dikes to keep out water from the Bay of Fundy. The provincial administrations were supposed to put in the infra-drainage once the dikes were built, but in some cases they did not and the federal government has provided aid to put in this drainage system as well.

Senator Marshall: I believe that some of the community pastures were built under community development projects and local initiative programs, were they not?

Hon. Mr. Whelan: I don't know how many pastures we control in Eastern Canada. I am aware of the one that Mr. Nowland is talking about. But if there is anything wrong with PFRA, it is that it should be called "CFRA", with the "C" standing for Canadian. The PFRA was started in 1935 and was supposed to be in operation for two years. It does a tremendous amount of work assisting small municipalities in controlling their water in order to keep them alive. We assist them with their water reservoirs, filtration systems, engineering, funding and so on. We have special agreements with Saskatchewan and Manitoba. We do not have the same agreement with Alberta. These agreements are to assist rural western Canada in the development of its water systems. However, we can see a need for the same kind of program in other parts of Canada. The PFRA people assist other countries because they have developed a great expertise in this area due to their long association with it.

The Chairman: Is there any other area of the country where the federal government delivers programs directly?

Hon. Mr. Whelan: Our share of the program in Nova Scotia is delivered directly, as is the program in Prince Edward Island. The agreement with New Brunswick is a new one. As I said in my presentation, we look after certain aspects of the agreement and the provinces look after certain aspects. I saw the list earlier today of all the projects for Nova Scotia for a year. We assist them with silos, grain storage, manure pits and all kinds of things, paying up to 50 per cent of the cost. The farmers have to take the initiative. We work with the agriculture extension people in Nova Scotia and Prince Edward Island. The Government of Nova Scotia has taken the initiative in the new agreement we signed, which, I believe, is going into its third year. Their problems have not been solved yet. We are now beginning to find ways to solve them. For instance, the province with which we have the agreement is putting \$20 million into soil management over five years. Nova Scotia agriculture is very important; when you compare it to

[Traduction]

M. John Nowland, conseiller spécial, Ressources, Direction de la recherche, ministère de l'Agriculture: Le pâturage de Minudie au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse relève des provinces et il s'agit du plus grand pâturage communautaire. Il y en a d'autres plus petits près de la pointe avancée de la Baie de Fundy qui relèvent du gouvernement provincial.

L'honorable M. Whelan: La province a-t-elle reçu une aide du gouvernement fédéral pour acheter ces terres?

M. Nowland: Je pense qu'ils ont antidaté les accords parce que le gouvernement fédéral a d'abord construit des fossés pour empêcher l'eau de la Baie de Fundy de se déverser sur les terres. Les administrations provinciales étaient censées installer un système de sous-drainage lorsque les fossés seraient construits. Dans certains cas, elles ne l'ont pas fait et le gouvernement fédéral a aidé également à mettre ce système de drainage en place.

Le sénateur Marshall: Je crois que certains des pâturages communautaires ont vu le jour dans le cadre des projets de développement communautaire et des programmes d'initiative locale, n'est-ce pas?

L'honorable M. Whelan: J'ignore le nombre de pâturages que nous contrôlons dans l'Est du Canada. Je connais celui dont parle M. Nowland. Mais l'ARAP devrait en fait être appelée l'ARAC où le C serait mis pour Canada. L'ARAP a débuté en 1935 et ne devait alors durer que deux ans. Ce programme contribue énormément à aider les petites municipalités à contrôler leur eau pour se maintenir en vie. Nous les aidons à mettre sur pied des réservoirs d'eau, des systèmes de filtration, et également sur le plan technique et financier. Nous avons des accords spéciaux avec le Saskatchewan et le Manitoba. Mais nous n'avons pas conclu le même accord avec l'Alberta. Ces accords visent à aider l'Ouest rural du Canada à mettre au point des systèmes d'irrigation. Toutefois, nous pouvons voir que ce genre de programme serait nécessaire dans d'autres régions du Canada. Le personnel de l'ARAP aide d'autres pays parce qu'il a acquis une grande expérience dans ce domaine.

Le président: Y a-t-il d'autres régions du pays où le gouvernement fédéral administre les programmes directement?

L'honorable M. Whelan: Notre part du programme en Nouvelle-Écosse est administrée directement, comme c'est le cas pour le programme prévu dans l'Île-du-Prince-Édouard. L'accord conclu avec le Nouveau-Brunswick est nouveau. Comme je l'ai dit dans mon exposé, nous nous occupons de certains aspects de l'accord et les provinces, d'autres. J'ai vu au début de la journée la liste de tous les projets prévus pour la Nouvelle-Écosse pour un an. Nous l'aidons à construire des silos, des entrepôts pour le grain, et le fumier etc. jusqu'à concurrence de 50 p. 100 du coût. Les agriculteurs doivent prendre l'initiative. Nous travaillons de concert avec le personnel de vulgarisation agricole de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard. Le gouvernement de la Nouvelle-Écosse a pris l'initiative de conclure le nouvel accord que nous avons signé et qui entre maintenant, dans sa troisième année. Leurs problèmes n'ont pas encore été résolus. Nous commençons maintenant à trouver des façons de les résoudre. Par